

## GUERRE EN SYRIE : DERRIÈRE LE DRAME HUMAIN, UN VÉRITABLE CASSE-TÊTE LOGISTIQUE



*Populations assiégées du camp de Yarmouk qui attendent une distribution de nourriture –  
Février 2014, Photo: Rami Al Sayyed / UNRWA /AFP*

Ce papier rend hommage aux secouristes, ainsi qu'à leurs familles, qui sont en prisons, qui ont été torturés ou tués parce qu'ils tentaient de porter assistance aux victimes du conflit syrien. Il s'intéresse plus particulièrement au dévouement des logisticiens humanitaires en Syrie qui s'appliquent à approvisionner et distribuer de vivres, de médicaments et d'autres produits de première nécessité ainsi qu'à organiser le transport des équipes de sauveteurs, des patients et des personnes blessées les plus sévèrement touchés.

Cet écrit ne résulte pas de travaux de recherche scientifiquement documentés mais de la simple volonté de partager une opinion sur les conséquences de la guerre en Syrie au travers de plusieurs années d'analyse et d'intervention dans ce contexte.

Pierre Boulet-Desbureau  
Expert Humanitaire  
Mars 2017

### **Un Conseil de Sécurité inopérant**

Selon les dires de Joseph Staline, *lorsqu'un homme meurt, c'est un drame. Lorsque 100 hommes meurent c'est une tragédie. Mais quand un million disparaissent, cela devient une statistique.* Le drame du conflit syrien a atteint un tel niveau d'horreur qu'il n'est même plus possible de dresser de statistiques. Combien de syriens ont été tués par cette guerre, combien de blessés, de familles ont pris la fuite après avoir été séparées, celles disparues après avoir fait naufrage en méditerranée... ? Faute de pouvoir s'accorder sur l'arrêt des massacres en Syrie, y compris après l'usage d'armes chimiques, les Nations-Unis ont finalement décidé en 2014 d'arrêter de communiquer leurs statistiques de mortalité de la population syrienne.

*Rejet par la Russie d'une proposition de motion visant à restreindre le droit de vote des membres permanents du Conseil de Sécurité en cas d'atrocité de masse – Septembre 2015, Photo SPENCER PLATT/AFP*



Paralysés par des enjeux géopolitiques qui dépassent largement le conflit syrien, et davantage concentrés sur la lutte contre l'Etat Islamique, les membres permanents du Conseil de Sécurité ont laissé, pendant plus de 7 ans, champs libre au régime syrien pour conduire une guerre totale contre sa propre population.

### **Une guerre d'extermination à huis clos**

Comme ce fut le cas en Bosnie et en Tchétchénie dans les années 90, le conflit syrien répond à une logique de guerre totale, où les populations civiles ne sont pas seulement les principales victimes du conflit, elles en sont les otages et un objet de représailles pour obtenir la reddition des combattants. Aux pics de l'intensité des violences, ces mêmes populations sont également prisonnières de groupes islamistes dont les revendications n'ont - depuis longtemps - plus rien avoir avec les aspirations initiales de la révolution syrienne. Dès lors, comment ne pas faire le parallèle entre le siège de Sarajevo et celui de la périphérie de Damas, entre la folie meurtrière du Dr Rodovan Karadic à celle du Dr Bashar Al Assad? Comment ne pas faire non plus le rapprochement entre l'écrasement de la ville de Grozny en décembre 2000 et celui d'Alep durant l'hiver 2016, avec les mêmes opérations d'infiltration militaires et de nettoyage conduites sur les ruines, jusque dans les hôpitaux, après plusieurs mois de bombardements massifs sur les zones à forte densité de populations? Le recours avéré à des attaques chimiques, à des stratégies d'affaiblissement des populations assiégées et à des attaques aériennes à double impact sur des lieux publics, ciblant quelques minutes après la première attaque les secours encore actifs sur la zone de décombres, sont vraisemblablement les aspects les plus choquants de la détermination exterminatrice des belligérants.

### **Manipulation massive de l'aide humanitaire**

Après l'évacuation sélective et forcée des survivants d'Alep – qui a été qualifiée en mars 2017 de crime de guerre dans un rapport des Nations Unies<sup>1</sup> – nul doute que des stratégies similaires seront conduites par la suite dans les dernières poches assiégées de la Ghouta orientale et du Nord de Homs, pour finir dans un bain de sang dans la province d'Idlib.

<sup>1</sup> <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G17/026/66/PDF/G1702666.pdf?OpenElement>



*Convoi d'évacuation d'Alep East vers Idlib, décembre 2016.  
Photo Anadolu Agency/Getty Image*

Le ciblage systématique et brutal de l'assistance aux victimes du conflit syrien, qui fut observé dès le début des émeutes anti-gouvernementales au printemps 2011, fait bien évidemment parti de cette stratégie de guerre totale. En criminalisant dès 2012 l'aide médicale apportée aux populations

opposées à son autorité<sup>2</sup>, ou en tout cas considérées comme telles, le régime de Damas a créé une situation d'asymétrie de la réponse humanitaire, dont la plus grande majorité est allouée aux populations sous son contrôle ou celui des milices étrangères affiliées.

Ces restrictions d'accès aux victimes les plus affectées par la violence des combats s'accompagnent également d'un détournement à grande échelle de l'aide humanitaire depuis Damas pour s'en servir comme arme de guerre. Côté opposition, avec la multiplication des groupes armés et la radicalisation graduelle de certains d'entre eux, le peu d'aide humanitaire apportée en zones rebelles devenait à partir de 2015 un enjeu crucial pour asseoir leur autorité sur les populations concernées, ou pour utiliser les services de santé encore opérationnels à des fins militaires.

### **Un enfermement à cloisonnement multiples**

A partir de 2014, ces restrictions d'accès ont été aggravées par la fermeture des frontières des pays avoisinants afin de juguler la rentrée massive de réfugiés sur leurs territoire, fermeture qui s'est accélérée l'année d'après par le refoulement des syriens sous l'impulsion de l'Union Européenne qui n'est pas décidée à accueillir sur son sol ceux qui ont fui les violences en Syrie. Là encore, les opérations de recherche et de sauvetages spontanées ou organisées par les ONG afin de porter secours aux personnes naufragées qui tentent de rejoindre les côtes européennes sont associées à des activités illégales par l'Union Européenne qui laisse entendre une collaboration entre les organisations humanitaires avec les réseaux mafieux des passeurs<sup>3</sup>. Durant cette même période, l'octroi d'autorisations aux organisations humanitaires pour travailler depuis le Liban, la Turquie et la Jordanie afin de porter assistance en Syrie, est devenu quasi-impossible, obligeant bon nombre de ses organisations à opérer dans la clandestinité et à s'exposer à des expulsions territoriales.

Dès lors, sortir d'une zone enclavée de Syrie pour passer dans un pays frontalier et tenter ensuite de rejoindre l'Europe s'est avéré être un parcours aussi coûteux que risqué pour les centaines de milliers de familles<sup>4</sup> qui se sont résignées à subir les effets des sièges plutôt que de tenter de s'échapper de cette prison à ciel ouvert qui est constituée de multiples niveaux d'enfermements.

### **Des enjeux logistiques hors du commun**

Avec un tel niveau de contraintes de déploiement de l'aide, les enjeux logistiques sont très vite apparus au cœur des stratégies d'accès des organisations humanitaires engagées dans les réponses à la situation de détresse en Syrie. Pilotés par le régime syrien, les organisations humanitaires basées à Damas sont forcées de remettre leur logistique entre les mains du Croissant Rouge Syrien Arabe (SARC). Côté opposition, la menace de kidnapping par les

---

<sup>2</sup> « Les lois antiterroristes promulguées le 2 juillet 2012 par le gouvernement syrien ont eu pour effet de criminaliser l'aide médicale apportée à l'opposition. Les lois 19, 20 et 21 enfreignent la règle coutumière du droit international humanitaire selon laquelle une personne ne doit dans aucune circonstance être punie pour mener des activités médicales compatibles avec la déontologie médicale, quelle que soit la personne bénéficiant de ces soins. » Source :

[http://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/a\\_hrc\\_24\\_crp\\_2.pdf](http://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/a_hrc_24_crp_2.pdf)

<sup>3</sup> En décembre 2016, l'agence Frontex en charge du maintien de la sécurité des frontières de l'Union européenne a accusé les ONG humanitaires qui organisent des opérations de sauvetage en méditerranées de soutiens aux réseaux criminels et des passeurs en Lybie.

<sup>4</sup> Près de un million et demi de syriens prisonniers dans les zones assiégées furent recensés en 2016, avant que le siège d'Alep ne devienne effectif

groupes les plus radicaux fait qu'il n'y aura plus de présence internationale en zones rebelles à partir de janvier 2014. C'est donc les réseaux logistiques syriens qui font le plus gros du travail pour alléger les souffrances de la population syrienne, malgré toutes les contraintes qui leur sont imposées.

La mise en place d'entrepôts clandestins pour acheminer l'aide aux victimes, l'organisation des opérations transfrontalières pour évacuer les blessés les plus graves et les patients les plus critiques, les systèmes de traçabilité des marchandises envoyées en zones assiégées, les modalités de facturation et de paiement des fournisseurs lors des achats de produits de première nécessité effectués en Syrie sont autant d'exemples qui illustrent le véritable casse-tête auquel font faces les réseaux logistiques en Syrie.

### **Le ciblage systématique des opérations logistiques**

Si les attaques sans précédent sur les structures de santé et le personnel soignant en Syrie ont largement été documentées, celles qui ciblent les logisticiens humanitaires dans l'exercice de leurs fonctions sont, quant à elles, passées sous silence. Et pourtant, le travail dans l'ombre des milliers de personnes actives en zones de l'opposition mais aussi gouvernementales, pour que les victimes du conflit puissent recevoir des vivres ou bénéficier de soins, c'est fait au mépris de risques considérables. Bombardements des convois humanitaires, enlèvements, arrestations sommaires, viols et tortures des convoyeurs humanitaires, menaces de morts sur leur famille, ... la liste des dangers encourus lors des opérations logistiques est trop longue pour être exhaustive et le chiffre des victimes encore incertain.

*Reste du convoi humanitaire du SARC bombardé en septembre 2016, tuant 18 personnes. Le convoi acheminait des vivres, des couvertures et des médicaments aux populations vivant Orem Al-Kubra.  
Photo : Ajkadour/AFP.*



Le nombre de logisticiens arrêtés ou tués lors de l'achat, du stockage ou du transport de matériel d'urgence est en effet difficile à évaluer. Néanmoins, entre janvier et avril 2015, les rapports d'incidents enregistrés de certaines zones assiégées faisaient état de deux fois plus de logisticiens tués que de personnel médical. Quand elles ne sont pas arrêtées par les forces pro-gouvernementales, ou interceptées par des groupes armés, les personnes qui transportent des médicaments pour les hôpitaux ou de la nourriture pour les cantines communautaires, sont fréquemment victimes des tirs de snipers ou d'explosions de mines lors du franchissement des lignes de démarcation des sièges.

### **Des solutions logistiques audacieuses**

En plus de leur sécurité, les logisticiens doivent être extrêmement vigilants quant à celle des marchandises qu'ils acheminent auprès des victimes. Avec le temps, des moyens ingénieux ont été mis en place pour éviter que les sites de distribution de vivres ne soient bombardés, pour que l'aide humanitaire ne soit réquisitionnée par les belligérants, que la nourriture distribuée ne soit pas empoisonnée ou encore pour que les transports de blessés vers les hôpitaux ne soient pas repérés et attaqués<sup>5</sup>. D'autre part, la volatilité et la dangerosité du contexte d'intervention fait que les modèles logistiques déployés en Syrie sont revus et améliorés sans cesse afin de s'adapter aux changements inattendus et soudains des possibilités d'achat, des conditions d'entreposage et des routes d'accès.

La mise en place de solutions logistiques innovantes et agiles n'a malheureusement pas suffi à préserver bon nombre de logisticiens d'une issue fatale. Tout comme le ciblage des structures de santé,

<sup>5</sup> *La logistique humanitaire en Syrie : le moteur invisible de l'assistance médicale en zones assiégées* – P. Boulet-Desbureau, juin 2016.

[https://emergency-log.weebly.com/uploads/2/5/2/4/25246358/logistique\\_humanitaire\\_souterraine-jul16.pdf](https://emergency-log.weebly.com/uploads/2/5/2/4/25246358/logistique_humanitaire_souterraine-jul16.pdf)

celui des chaînes d'approvisionnement répond à une stratégie de guerre totale visant à priver et punir les populations ciblées.

### **La banalité du bien**

Et pourtant, cela fait quatre ans aujourd'hui, que des milliers de familles reçoivent des soins, bénéficient de repas chauds, ont accès à de l'eau malgré les restrictions de mouvements de biens et de personnes dans la Ghouta orientale. Il s'agit certes de secours extrêmement précaires et limités<sup>6</sup>, mais c'est cet élan de solidarité à grande échelle qui a belle et bien permis, pendant toutes ces années, de briser ou, tout au moins, de créer des brèches dans des stratégies militaires illégales au regard du droit de la guerre<sup>7</sup>.

Tout comme Hanna Arendt<sup>8</sup> avait mis en lumière le concept de la banalité du mal lors du procès d'Adolf Eichmann, démontrant que des individus ordinaires, placés dans un contexte particulier, peuvent être capables d'actes de barbarie les plus terrifiants, le concept inverse - reposant sur la banalité du bien - doit probablement aussi exister. On peut en effet imaginer que 40 ans de dictature et de répression violente associés à la barbarie de la guerre en Syrie ont stimulé un niveau d'entraide hors du commun qui a poussé des milliers de personnes ordinaires à risquer leur vie pour porter secours à une population qui agonise devant les yeux du monde resté passif devant tant d'atrocité. C'est ce qu'expliquait depuis Douma Razan Zaitouneh dans un dernier témoignage avant de disparaître en décembre 2013 :

*« Les conditions de la guerre permettent seulement de voir la face sombre de ce qu'il se passe. Mais il y a une face lumineuse et incroyable à tout cela. Ce sont les gens, les femmes et les hommes qui agissent en silence sur le terrain pour réaliser leurs rêves de liberté et de justice, améliorer le quotidien pour que rien [...] ne puisse jamais annihiler la volonté du peuple qui a un rêve et une foi en l'avenir. J'exprime mon grand respect à toutes ces courageuses personnes. »<sup>9</sup>*

---

<sup>6</sup> L'aide humanitaire apportée dans les zones assiégées n'a malheureusement pas permis d'éviter des situations de famine, comme dans la ville de Moadamyé en octobre 2013, le camps de réfugiés palestinien de Yarmouk en février 2014 ou dans la zone de Madaya fin 2015.

<sup>7</sup> Si les stratégies de siège militaire sont conformes aux lois de la guerre et aux conventions de Genève, les mesures punitives à l'encontre des populations civiles assiégées ne sont - quant à elles - pas autorisées par les instances juridiques internationales. Toute privation systématique de soins, de nourritures et des mouvements de personnes non combattantes imposée durant une situation de siège relève d'une claire violation du droit humanitaire international.

<sup>8</sup> Eichmann à Jérusalem : Rapport sur la banalité du mal - Hannah Arendt - 1963.

<sup>9</sup> [http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2013/12/13/le-dernier-temoignage-de-la-militante-syrienne-razan-zaitouneh\\_4333945\\_3218.html](http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2013/12/13/le-dernier-temoignage-de-la-militante-syrienne-razan-zaitouneh_4333945_3218.html)